

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**OBJET DU MARCHE :**

**Réalisation de l'étude sur la perception de la diversité de la société dans  
les médias audiovisuels et la perception de ces programmes par les  
publics**

**APPEL D'OFFRES OUVERT**

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

**AUTORITE DE REGULATION DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE ET NUMERIQUE  
(ARCOM)**

**DAUM'N**

**2-10 RUE BRAHMS**

**REPRÉSENTÉE PAR SON DIRECTEUR GÉNÉRAL**

## **ARTICLE 1 – PRESENTATION GENERALE DU MARCHÉ**

---

### **1.1 Objet du marché**

Le marché a pour objet la réalisation de l'étude sur la perception de la diversité de la société dans les médias audiovisuels (télévisions, radios et SMAD) et la perception de ces programmes par les publics.

Le détail des prestations à fournir figure dans le Cahier des clauses techniques particulières.

### **1.2 Décomposition**

#### **1.2.1. Allotissement**

Le marché n'est pas alloti. En effet, celui-ci ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

#### **1.2.2. Tranches**

Conformément aux articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique, le marché comprend une tranche optionnelle portant sur la réalisation d'une étude qualitative supplémentaire.

La réponse à la tranche optionnelle est obligatoire.

L'affermissement de la tranche optionnelle sera décidé unilatéralement par l'Arcom en fonction de l'opportunité technique et de la faisabilité budgétaire.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, la notification sera effectuée au titulaire du marché par écrit par le biais de la plateforme de dématérialisation PLACE.

En cas de non affermissement de la tranche optionnelle, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité d'attente ni à aucune indemnité de dédit.

#### **1.2.3 Variante non obligatoire**

---

Les variantes ne sont ni autorisées ni imposées. Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

### **1.3 Procédure applicable**

La consultation est lancée sous la forme d'un appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2, R. 2124-5, R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

### **1.4 Forme du marché**

Il s'agit d'un accord-cadre composite.

Il comprend une part relevant d'un marché ordinaire et des prestations réalisées sur la base d'un forfait et une autre part prenant la forme d'un accord-cadre exécuté exclusivement au moyen de bons de commande.

Les prestations de l'accord-cadre relevant du marché ordinaire concernent les prestations prévues dans la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF).

Les prestations de l'accord-cadre exécutées exclusivement au moyen de bons de commande sont détaillées dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

La part à bons de commande est passée conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique sans montant minimum, et avec un montant maximum de 80 000 euros HT sur sa durée totale.

### **1.5 Durée du marché**

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée initiale de douze (12) mois. Sauf disposition contraire, il pourra faire l'objet de deux reconductions tacites d'une durée de douze (12) mois chacune, sans que sa durée totale n'excède trente-six (36) mois.

La reconduction du marché est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique. L'Arcom peut décider de ne pas le reconduire à chaque reconduction et en informe le titulaire en respectant un préavis de deux (2) mois avant son échéance annuelle.

### **1.6 Déclenchement des prestations**

Les prestations de l'accord-cadre relevant du marché ordinaire seront déclenchées comme suit :

La notification du marché emporte déclenchement des prestations relatives à la réalisation de l'étude annuelle.

L'affermissement de la tranche optionnelle mentionnée à l'article 2.2.2 du CCTP emporte déclenchement de la prestation.

Les prestations relevant de l'accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande sont déclenchées à compter de la notification des bons de commande au titulaire.

### **1.7 Délais d'exécution**

Les délais d'exécution sont indiqués dans le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.). Le titulaire peut proposer des délais plus avantageux pour l'Arcom que ceux indiqués dans le C.C.T.P. Si tel est le cas, les délais indiqués dans la proposition technique du titulaire prédomineront sur les délais indiqués dans le C.C.T.P.

### **1.8 Marché de prestations similaires**

A l'issue du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires, conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES**

---

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante.

### **2.1 Pièces particulières du marché**

- **L'Acte d'engagement** et ses annexes financières : Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) et Décomposition du Prix global et Forfaitaire (D.P.G.F) ;

- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (C.C.A.P.) ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** (C.C.T.P.) ;
- **L'ensemble des éléments de l'offre technique** du Titulaire.

## **2.2 Pièces générales**

- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles** (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître et les accepter.

Toute clause figurant dans les documents fournis par le titulaire, y compris les conditions générales de ventes, et contraire aux clauses des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

## **2.3 Disposition particulière**

Par dérogation à l'article 4.2.1. du CCAG-PI, la notification du marché comprend une copie, délivrée par l'Arcom au titulaire, de l'acte d'engagement. Les autres pièces contractuelles sont également transmises lors de la notification uniquement dans l'hypothèse où elles ont fait l'objet de modification entre la date limite de remise des offres et la signature du marché par le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 3 – OBLIGATION DES PARTIES**

---

### **3.1 Obligations du titulaire**

#### ***3.1.1 Obligation de résultat et de conseil***

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour ce qui concerne les délais et la qualité des livrables remis au titre de la réalisation des prestations.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil pour toutes questions portant sur les prestations.

#### ***3.1.2 Obligation de confidentialité, discrétion***

L'article 5.1 du CCAG-PI est pleinement applicable.

Le titulaire s'engage ainsi à ne diffuser aucune information sur le contenu des documents que le groupement lui remet. Il s'engage à ne pas reproduire, diffuser ou citer ces documents.

Le titulaire s'engage à faire respecter l'obligation de confidentialité par ses employés et préposés et tout intervenant pour son compte. De ce fait, les documents remis par le groupement aux personnels du titulaire, notamment concernant les procédures ou les informations nominatives, ne peuvent en aucun cas être photocopiés ou diffusés.

#### ***3.1.3 Obligations relatives au personnel d'intervention du titulaire***

Le titulaire s'engage à faire intervenir un personnel qualifié pour la réalisation des prestations, conformément à l'article 2.3 du CCTP. Seules les personnes dûment mandatées et habilitées par le titulaire sont autorisées à assurer les prestations de l'objet du marché.

En sa qualité d'employeur, le titulaire rémunère, assure et forme sous sa propre et unique responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution des prestations. Le titulaire assure en permanence, la gestion administrative, comptable et sociale de ses salariés et choisit lui-même les collaborateurs qui doivent être dédiés à l'exécution des missions confiées.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. En particulier, il est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel et des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations dont il a la charge. En cas de manquement grave, dûment constaté, des personnels du titulaire, l'Arcom pourra en demander le remplacement.

### **3.2 Obligations de l'Arcom**

L'Arcom met à la disposition du titulaire les informations utiles à la réalisation des prestations.

## **ARTICLE 4 - CONDUITE DES PRESTATIONS - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

### **4.1 Conduite des prestations**

#### ***4.1.1 Personnes responsables pour l'Arcom***

La Direction des publics, du pluralisme et de la cohésion sociale (DPPCS) est responsable du suivi du marché.

La liste des personnes habilitées à assurer le suivi du marché pour la direction précitée est communiquée au titulaire dès notification du marché.

#### ***4.1.2 Personnes responsables pour le titulaire***

Le titulaire s'engage à désigner dans son offre ou au plus tard deux (2) semaines à compter de la date de notification du marché un interlocuteur privilégié chargé du suivi du marché et habilité à le représenter pour toute question relative à l'exécution du marché. Le personnel du titulaire devra posséder les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Si les personnels ne possèdent pas les qualifications requises, l'Arcom pourra demander de plein droit leur remplacement immédiat par le titulaire par lettre recommandée avec avis de réception.

Le titulaire disposera d'un délai de deux (2) semaines à compter de la date de réception de la demande pour procéder au remplacement des personnels. En cas de non-respect du délai, le marché sera résilié de plein droit conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI.

### **4.2 Constatation de l'exécution des prestations**

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions du chapitre 5 du CCAG-PI.

A l'issue des opérations de vérification, l'Arcom prononce une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction, ou de rejet, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI l'Arcom dispose d'un délai d'un (1) mois pour lui notifier sa décision. Passé ce délai, le silence de l'Arcom vaut acceptation des prestations.

## **ARTICLE 5 - CONDITIONS DE COMMANDE**

---

Conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, les prestations feront l'objet de l'émission de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins.

## **5.1 Conditions générales**

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-PI, l'exécution des prestations débute à la date de notification, par tout moyen faisant foi, du bon de commande au titulaire.

Le titulaire n'acceptera d'ordre que contre remise d'un bon de commande établi par l'Arcom et signé d'une personne habilitée.

Tout autre moyen pour passer commande n'engage pas la responsabilité de l'Arcom. En cas de contestation, seul le bon de commande fait foi.

## **5.2 Contenu des bons de commande**

Au fur et à mesure de ses besoins, l'Arcom émettra des bons de commandes établis :

- sur la base des prix unitaires figurant au B.P.U pour les prestations prévues dans le marché ;
- sur la base d'un devis pour les prestations ne figurant pas dans le BPU. Les prestations hors bordereau de prix pourront être commandées sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dans la limite de 10% du montant estimatif de l'accord-cadre sur sa durée maximale.

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- Le numéro du présent accord-cadre (communiqué à la notification de l'accord-cadre);
- Le numéro du bon de commande ;
- L'identification des parties ;
- La désignation des prestations à exécuter ;
- Les quantités commandées ;
- Le coût unitaire,
- Le délai d'exécution et le lieu de livraison (adresse, service, étage...);
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- La signature d'une personne habilitée.

Les personnes habilitées à signer les bons de commandes sont :

- Le(a) Directeur(trice) administratif(ve), financier(ère) et des systèmes d'information ;
- L'adjoint à le(a) Directeur(trice) administratif(ve),financier(ère) et des système d'information ;
- Le(a) Chef du Département des affaires budgétaires et financières ;
- L'adjoint(e) à le (la) Chef du Département des affaires budgétaires et financières.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI titulaire dispose d'un délai de cinq jour (5) ouvrés à compter de la date de réception, par tout moyen faisant foi, du bon de commande pour formuler des observations sur le délai de livraison et/ou d'exécution. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les dispositions du bon de commande sans réserve.

## **5.3 Durée de validité des bons de commande**

Les bons de commande ne pourront être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

La durée d'exécution des bons de commande ne pourra excéder six (6) mois à compter du dernier jour de validité du présent accord-cadre.

## **ARTICLE 6 – PENALITES**

---

L'Arcom se réserve le droit d'appliquer sur les factures des pénalités après mise en demeure. Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, le montant des pénalités n'est pas plafonné et les pénalités sont exigibles dès le premier euro.

Les pénalités sont cumulables et appliquées selon les modalités précisées ci-après :

### **6.1 Pénalités de retard**

Toute difficulté concernant les délais d'exécution doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, si les prestations n'étaient pas exécutées dans les délais contractuels (dans l'offre du titulaire et plus largement dans les documents contractuels), le titulaire encourt, quinze jours après avoir été mis en demeure par écrit, les pénalités suivantes :

**250€ par jour ouvré de retard.**

### **6.2 Pénalités pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **6.3 Pénalités pour non-respect des obligations issues de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de manquement aux obligations issues de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, telles que décrites à l'article 21 du présent CCAP, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de **100€ par manquement constaté**.

## **ARTICLE 7 – CONDITIONS FINANCIERES**

---

### **7.1 Répartition des paiements**

L'Acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants et cotraitants éventuels.

### **7.2 Forme des prix**

Les prix sont mixtes :

- Les prestations relevant du marché ordinaire sont réglées par application de prix globaux et forfaitaires mentionnés dans la Décomposition du Prix Global et forfaitaire (DPGF).
- Les prestations relevant de l'accord-cadre sont réglées par application des prix unitaires mentionnés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

### **7.3 Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais de conditionnement et de transport jusqu'au lieu de la réalisation de la prestation, les frais de déplacement et de repas des intervenants du titulaire, les frais afférents à l'assurance, ainsi que tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution de la prestation.

De même, l'élaboration des livrables, l'organisation des réunions, les déplacements, les frais de fonctionnement et tous les autres frais annexes sont inclus dans les prix indiqués. Par ailleurs, le prix inclut l'ajout de deux critères d'indexation supplémentaires maximum sur toute la durée du marché.

### **7.4 Variation des prix**

Les prix du marché sont fermes et définitifs.

### **7.5 Application de la Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.)**

Il est fait application des taux de T.V.A. en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

## **ARTICLE 8 – AVANCE**

---

Une avance peut être versée au titulaire, si celui-ci en a fait la demande dans l'Acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 20 %, et ce, sans conditions de montant ou de durée relatives aux prestations.

## **ARTICLE 9 – PAIEMENT – FACTURATION**

---

### **9.1 Modalités de règlement**

- **Accord-cadre exécuté au moyen des bons de commande**

Les factures seront émises à terme échu en une seule fois après exécution et admission des prestations selon les modalités arrêtées dans le présent C.C.A.P.

- **Part forfaitaire**

Les factures seront émises à terme échu, sous forme d'acomptes, selon les périodicités suivantes :

	<b>Pourcentage du montant des acomptes</b>
Transmission des résultats	40%
Validation du rapport final	60%



\*\*\*

Le mandatement de chaque facture interviendra après vérification du service fait.  
La facture est établie en euros et en un original.

Chaque facture porte **impérativement**, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Numéro du marché ;
- Numéro du bon de commande ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro de son compte bancaire ;
- Détail des prestations exécutées ;
- Taux de TVA ;
- Montant HT et TTC de la facture.

Le titulaire devra déposer ses factures sur le portail CHORUS PRO à l'adresse suivante :  
<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Pour la plateforme Chorus portail Pro de l'Arcom, seules les rubriques suivantes sont à renseigner obligatoirement (les autres sont non bloquantes) :

- Le n° de SIRET : 110000296 00027 ;
- Le n° d'engagement juridique (EJ) : vous devez contacter au préalable le pôle commande publique à l'adresse générique suivante [marchepublic@arcom.fr](mailto:marchepublic@arcom.fr)

## **9.2 Délais de paiement et intérêts moratoires**

Les prestations objet du marché seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Pour procéder au paiement des sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitants de premier rang éventuel(s), l'Arcom dispose d'un délai de 30 jours maximum (conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique) à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve que les prestations aient été admises.

### **Intérêts moratoires :**

Lorsqu'il est imputable à l'Arcom le défaut du paiement dans le délai de 30 jours fait courir, de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires calculés conformément aux règles en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

## **ARTICLE 10 – PROPRIETE INTELLECTUELLE**

---

Les dispositions du chapitre 6 CCAG-PI sont applicables au présent marché et complétées par les dispositions du présent article.

En contrepartie du paiement du prix, le titulaire cède l'ensemble des droits d'exploitation attachés aux résultats de ses prestations.

Par dérogation aux dispositions du chapitre 6 CCAG-PI, le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales. A ce titre, le titulaire cède notamment, sur l'ensemble de ses réalisations au titre du présent marché y compris sur les livrables intermédiaires, et sur tous produits issus du travail de ses salariés ou employés, les droits de reproduction, de représentation, d'adaptation ci-après définis.

Par droit de reproduction, de représentation, d'adaptation il faut entendre :

### **9.1 Droit de reproduction**

Le droit de réaliser et/ou de faire réaliser par un ou des tiers sur tous supports et par tous moyens et dans tous formats, la reproduction des éléments constitutifs des résultats du présent marché en tel nombre qu'il plaira à l'Arcom ou à ses ayants droits, autant d'exemplaires, doubles ou copies, et de mettre ou faire mettre en circulation toute reproduction et copie des documents résultant du marché dans tous formats et par tous moyens et sur tous supports connus ou inconnus à ce jour tels que : support papier, informatisés et/ou numériques, (disque dur informatique, zip, disquettes, CD-I, CD-ROM, DVD-ROM, clés USB), bases de données, par tous types de médias en ligne et/ou hors ligne en vue de l'exploitation et de la communication des documents.

### **9.2 Droit de représentation et distribution**

Le droit de représenter et/ou faire représenter par un ou des tiers sur tous supports permettant leur communication directe, les résultats du marché, et notamment à l'occasion d'opérations de communication à la presse ou au Gouvernement tant par l'Arcom que par tout tiers de son choix. Le droit d'éditer ou de faire éditer les résultats en vue de sa diffusion dans le monde entier sous toute forme.

Le droit de communiquer au public les résultats ou son adaptation, en tous pays, par voie d'expositions et toutes formes de spectacle vivant.

Par ailleurs, la représentation des résultats pourra être entreprise par tous moyens connus ou inconnus à ce jour.

### **9.3 Droit d'adaptation**

Le droit d'exécuter ou de faire exécuter par un ou des tiers toutes modifications, corrections, traductions, arrangements et déclinaisons nécessaires à l'exploitation des résultats du présent marché.

### **9.4 Destination**

L'Arcom ou des tiers désignés par elle pourra faire autant d'exploitations successives des résultats qu'il lui conviendra.

Sont également cédés le droit d'exploitation, les droits de reproduction et de représentation de ces résultats par l'Arcom.

### **9.5 Cession à titre exclusif**

La cession est consentie à titre exclusif à l'Arcom et pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle telle qu'elle résulte des dispositions du code de la propriété intellectuelle et des conventions internationales ratifiées par la France, y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée et ce, sans limitation territoriale pour la France et l'étranger.

Le titulaire garantit à l'Arcom être seul titulaire des droits cédés au titre du marché et lui garantit en conséquence le libre exercice et une jouissance paisible des droits en question.

Le titulaire fait son affaire d'obtenir des concepteurs des prestations, qu'ils soient ou non ses salariés, ses fournisseurs ou ses sous-traitants, la cession des droits de propriété littéraire et

artistique précités. En tout état de cause, le titulaire prémunit l'Arcom contre toute revendication des tiers quant aux droits de propriété intellectuelle et lui en garantit l'exercice paisible.

Si une action en justice fondée sur une revendication de droit d'auteur est intentée à l'encontre de l'Arcom, le titulaire paiera les frais et les dépenses et versera les dommages-intérêts qui peuvent être mis définitivement à la charge de l'Arcom au cours d'une telle action.

Le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour que l'Arcom ne soit pas troublée dans l'usage des prestations réalisées dans le cadre du marché.

Le titulaire garantit ne pas avoir concédé quelque droit que ce soit, à quiconque, à propos des travaux produits et s'interdit, en outre, d'exploiter ou de faire exploiter, directement ou indirectement, par un ou plusieurs tiers, avec ou sans modification de quelque nature que ce soit, un ou plusieurs ou tous les éléments des travaux produits.

Le titulaire s'interdit d'exploiter les documents et de créer ou de faire créer tout ce qui pourrait en constituer une contrefaçon ou une imitation.

Au cas où des contrefaçons étaient constatées, il s'engage à apporter à l'Arcom son aide et son assistance dans le cadre notamment de toute action judiciaire et à relever et garantir les bénéficiaires de la cession en cas d'éviction et de condamnation.

Au titre du marché, le titulaire cède la propriété matérielle de l'ensemble des travaux produits.

Le Titulaire ne fera ni ne permettra quelque usage commercial, à quelque titre que ce soit, des résultats des travaux sans l'accord préalable écrit de l'Arcom.

Le titulaire ne pourra communiquer les résultats des travaux à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation écrite de l'Arcom.

Les parties déclarent expressément que les dispositions du présent article 9 « propriété intellectuelle » demeureront en vigueur après la cessation du présent marché, pour quelque cause que ce soit et notamment en cas de résiliation du présent marché, qu'il y ait ou non faute du titulaire.

## **ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE - COTRAITANCE**

---

### **11.1 Sous-traitance**

Conformément aux dispositions fixées aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations du marché à condition d'avoir obtenu de l'Arcom l'acceptation du ou des sous-traitant(s) et l'agrément de ses/leurs conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté, le cas échéant, le titulaire transmet à l'Arcom une déclaration de sous-traitance (DC4) ainsi qu'un document permettant de vérifier les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant concerné, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics et le devis du sous-traitant.

### **11.2 Cotraitance**

Les entreprises peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence.

Dans le cas où le titulaire du marché est un groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG-PI. Ce mandataire est le seul habilité à présenter à l'Arcom les demandes de paiement, à formuler ou à transmettre les réclamations des membres du groupement.

## **ARTICLE 12 – ASSURANCE**

---

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire s'oblige à avoir une police d'assurances aux fins de couvrir tous dommages corporels, matériels ou immatériels engageant sa responsabilité civile, celle de ses préposés, les tiers, les victimes d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations. À tout moment, durant l'exécution des obligations, l'Arcom peut demander au titulaire de lui produire les attestations d'assurances précitées.

## **ARTICLE 13 – DISPOSITIF DE VIGILANCE**

---

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail (attestation de fourniture de déclarations sociales, attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, extrait Kbis, liste des salariés étrangers etc.).

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement par l'Arcom, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 16 ci-après.

## **ARTICLE 14 – CONDITIONS DE TRAVAIL ET PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE**

---

### **14.1 Mesures d'ordre social**

Pour les mesures d'ordre social, il est fait application de la réglementation en vigueur, conformément aux dispositions des articles L5212-1 à 4 du code du travail relatives aux travailleurs handicapés.

### **14.2 Protection de la main-d'œuvre**

Le titulaire déclare, sous peine de résiliation de plein droit du marché à ses torts exclusifs, qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

Le titulaire déclare que la prestation objet du marché sera réalisée avec des salariés et/ou préposés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à L. 1221-12, L. 3243-1 et R. 3243-1 du code du travail.

Conformément à l'article 6 du CCAG-PI, le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail. En outre, il est également tenu au respect des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Le titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 15 – RESILIATION**

---

Conformément aux articles L. 2141-12 et L. 2195-4 du Code de la commande publique, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire fautif lorsque ce dernier est placé en cours

d'exécution des marchés dans l'une des interdictions de soumissionner situations décrites aux articles L2141-1 à L2141-11 du Code de la commande publique, ou lorsque le titulaire fautif refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

La résiliation du marché est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire fautif puisse prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre se prévaloir des stipulations du chapitre 7 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général le titulaire du marché ne pourra prétendre à indemnité.

Outre les cas prévus à l'article 38 du CCAG-PI, le marché peut être résilié après accord entre les parties. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire fautif à aucune indemnité.

Outre les cas prévus par les articles 36 à 40 du CCAG-PI, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire fautif, sans mise en demeure préalable et sans versement d'indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques :

- en cas de faute, inobservation caractérisée des obligations du présent marché,
- en cas de manquement au devoir d'information et/ou de conseil,
- en cas de fautes répétées,
- si le montant des pénalités atteint vingt pour cent du montant total du marché.

Dans ce cas, un préavis d'au moins un (1) mois peut être imposé au titulaire.

#### **ARTICLE 16 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

---

Il est fait application des dispositions de l'article 27 du CCAG-PI. Ainsi, en cas de résiliation, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, le pouvoir adjudicateur peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ces marchés par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

#### **ARTICLE 17 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES**

---

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L. 2191-8, R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

## **ARTICLE 18 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE**

---

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure doit être notifié immédiatement à l'Arcom par le titulaire du marché.

Également, le titulaire est tenu de signaler, sans délai et par écrit, à l'Arcom tout changement qui aurait une incidence sur le statut de la société tel que des modifications des personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, relatives à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, etc., y compris les changements d'intitulé du compte bancaire sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

Le titulaire est informé que l'Arcom ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement résultant d'anomalies entre les indications portées sur l'Acte d'engagement et les modifications intervenues au sein de la société du titulaire ou concernant le statut de sa société et dont le Conseil n'aurait pas eu connaissance.

En tout état de cause, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise doivent être signalées à l'Arcom. Le cas échéant, le titulaire adresse à l'Autorité un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société et une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

## **ARTICLE 19 – LITIGES**

---

Le présent marché est régi par le droit français. Tout litige éventuel issu de l'application du présent marché est soumis au Tribunal administratif de Paris.

## **ARTICLE 20 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

---

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** » ou « **RGPD** ») et la loi du 6 janvier 1978, modifiée notamment par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et ses décrets d'application.

Pour l'application de la présente clause, l'Arcom est le responsable de traitement et le titulaire est le sous-traitant des données personnelles au sens de l'article 28 du RGPD. Le terme de sous-traitant en droit des données personnelles est à ne pas confondre avec le terme de sous-traitant au sens de la réglementation de la commande publique. Dès lors, cette annexe définit les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'Arcom les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Cette annexe encadre ainsi l'objet et la durée du traitement de données à caractère personnel mis en œuvre, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, et les obligations et les droits du responsable du traitement et du sous-traitant.

### **I. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations du présent contrat, pour lesquels sont réalisées des opérations d'indexation des personnes représentées dans les

programmes, selon des critères déterminés par l'Arcom, constitue un traitement de données au sens du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données (RGPD), qui implique la collecte, l'analyse et le traitement de données personnelles indirectement identifiantes selon la définition de l'article 4 du RGPD. Les données sont collectées selon une méthodologie qui repose sur des critères objectifs (fournis par la personne elle-même) et des critères subjectifs (annotés par l'indexateur).

La réalisation de cette étude permet de rendre compte de la perception de la diversité dans les médias audiovisuels sur un volume de programmes donné afin de remplir les missions de l'Arcom inscrites à l'article 3-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication de « *veille[r] à ce que la diversité de la société française soit représentée dans les programmes des services de communication audiovisuelle et que cette représentation soit exempte de préjugés.* » et « *à ce que la programmation reflète la diversité de la société française.* » et d'assurer « *le respect des droits des femmes dans le domaine de la communication audiovisuelle* ».

Les données sont traitées afin de suivre l'évolution de la représentativité sur une période donnée; en fonction de critères tels que l'origine, le genre, le handicap, l'âge, la catégorie socio-professionnelle, la situation de précarité et le lieu de résidence.

L'Arcom établit des statistiques et produit des rapports afin d'orienter les politiques publiques en matière de diversité dans les médias audiovisuels.

L'ensemble des données accessibles publiquement sont traitées par des indexateurs qui visionnent des programmes. Certaines d'entre elles sont considérées comme objectives quand la personne se décrit explicitement. D'autres sont considérées comme subjectives quand elles sont attribuées par un indexateur. Dans cette dernière hypothèse, elles traduisent la perception subjective d'un tiers (indexateur) qui cherche à se substituer au regard du téléspectateur et qui ne reflète pas nécessairement la manière dont la personne indexée se perçoit elle-même ou souhaiterait être perçue.

Les données collectées et traitées concernent uniquement des informations relatives aux personnes s'exprimant à l'antenne apparaissant dans les programmes audiovisuels analysés, sur la base de critères observables, tant visuels que contextuels. Ces données incluent notamment :

- Le genre ;
- L'origine perçue (sur la base de critères visuels et contextuels, sans collecte de données sensibles déclaratives) ;
- L'âge perçu ;
- La présence d'un handicap ;
- La catégorie socioprofessionnelle perçue ;
- Précarité
- Résidence

Toutes les personnes s'exprimant à l'écran pendant la période d'indexation annuelle sur les chaînes de la TNT, les radios et les services de médias audiovisuels à la demande (SMAD).

Les personnages ne présentant pas de caractéristiques anthropomorphiques ne sont pas indexés.

## **II. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du titulaire**

Le responsable de traitement s'engage à fournir au titulaire les données visées au point précédent, documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire, veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement (3 ans), et toute la durée de conservation (une fois transmises à l'Arcom les données sont supprimées chez le prestataire. Les données sont conservées par l'Arcom jusqu'à publication du rapport. Dès sa publication, les

données sont anonymisées.), au respect des obligations prévues par le RGPD de la part du titulaire et superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

### **III. Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable de traitement.**

**Le titulaire s'engage à** traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/ont l'objet du contrat **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, **il en informe immédiatement** le responsable de traitement.

En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

**Le titulaire s'engage par ailleurs à** garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché et veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché s'engagent à respecter la **confidentialité** (ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité) et qu'elles reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

### **IV. Sous-traitance**

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ») pour mener des activités de traitements spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Lorsque le titulaire recrute un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au titulaire en vertu du présent article. Le titulaire veille à ce que le sous-traitant respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu du présent article et du règlement (UE) 2016/679.

À la demande du responsable du traitement, le titulaire lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le titulaire peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant.



Le titulaire informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

## **V. Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

## **VI. Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au délégué à la protection des données du responsable de traitement : [dpo@arcom.fr](mailto:dpo@arcom.fr).

## **VII. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite au Délégué à la protection des données du responsable de traitement et être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif de données à caractère personnel concernées ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le titulaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

## **VIII. Aide du titulaire dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le titulaire aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données. Le titulaire aide par ailleurs le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

## **IX. Mesures de sécurité**

Le titulaire garantit au responsable de traitement qu'il a mis en place et qu'il maintient en vigueur et à jour, pendant toute la durée de l'exécution du marché public, toutes les mesures de sécurité de nature technique et organisationnelle visant à assurer la sécurité des données à caractère personnel, de manière à les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite. A cette fin, le titulaire met notamment en place :

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une politique de sécurité interne visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- Un outil garantissant la confidentialité de la transmission des documents sensibles ;
- Une politique d'habilitations individuelles et de sécurité appropriées pour restreindre l'accès aux données personnelles aux seules personnes qui ont à en connaître ;
- Des engagements de confidentialité visant à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles soient soumises à une obligation de confidentialité étant entendu que cette obligation peut être prise par le biais du contrat de travail de la personne concernée.

Le cas échéant, à la demande du responsable de traitement, le titulaire, met en place la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel traitées.

Le titulaire identifiera et communiquera au responsable de traitement, pendant toute la durée de l'exécution de la prestation, toute mise à jour ou modification nécessaire desdites mesures de sécurité notamment aux fins de répondre à toute nouvelle menace ou toute évolution de l'état de l'art ou de la réglementation. Le responsable de traitement pourra également identifier les mises à jour et modifications nécessaires et les communiquer au titulaire.

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le titulaire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires (par exemple : la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès-y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée, la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires).

## **X. Transferts internationaux**

Dans le cadre du traitement des données pour le compte du responsable de traitement, le titulaire s'engage à ne réaliser aucun transfert desdites données hors de l'Espace Economique Européen, au sens de la réglementation applicable, sauf à recueillir le consentement préalable exprès du responsable de traitement.

Dans ce cas, tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le titulaire n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du responsable du traitement ou afin de satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle le titulaire est soumis et s'effectue conformément au chapitre V du règlement (UE) 2016/679.

Le responsable du traitement convient que lorsque le titulaire recrute un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement) et que ces activités de traitement impliquent un transfert de données à caractère personnel au sens du chapitre V du règlement (UE) 2016/679, il doit en informer préalablement le responsable de traitement afin de recueillir son accord préalable. Dans cette hypothèse, le titulaire et le sous-traitant ultérieur peuvent garantir le respect du chapitre V du règlement (UE) 2016/679 en utilisant les clauses contractuelles types adoptées par la Commission sur la base de l'article 46, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/679, pour autant que les conditions d'utilisation de ces clauses contractuelles types soient remplies.

#### **XI. Sort des données**

Au terme de l'exécution de la prestation relative au traitement de ces données, le titulaire s'engage, sauf instruction contraire du responsable de traitement et sauf exigences légales contraires, à détruire toutes les données à caractère personnel ou à renvoyer les données à caractère personnel au titulaire désigné par le responsable de traitement. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

#### **XII. Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique au délégué à la protection des données du responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un, conformément à l'article 37 du RGPD.

#### **XIII. Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare **tenir un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant toutes les indications prévues par l'article 30 du RGPD.

#### **XIV. Documentation et conformité**

Le titulaire doit pouvoir démontrer la conformité avec la présente annexe.

Le titulaire traite de manière rapide et adéquate les demandes du responsable de traitement concernant le traitement des données conformément à la présente annexe.

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement **la documentation nécessaire pour démontrer le respect des obligations** énoncées dans la présente annexe et découlant directement du RGPD. A la demande du responsable de traitement, le titulaire permet la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le titulaire et le responsable de traitement mettent à la disposition de l'autorité de contrôle compétente, dès que celle-ci en fait la demande, les informations énoncées à la présente annexe, y compris les résultats de tout audit.

Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

## **XV. Non-respect de l'annexe et résiliation**

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679, en cas de manquement du titulaire aux obligations qui lui incombent en vertu du présent article, le responsable du traitement peut donner instruction au titulaire de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé à la présente annexe ou jusqu'au terme de la prestation. Le titulaire informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer à la présente annexe, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément au présent article si :

- 1) le traitement de données à caractère personnel par le titulaire a été suspendu par le responsable du traitement conformément au premier alinéa de l'article XV de la présente annexe et le respect de la présente annexe n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- 2) le titulaire est en violation grave ou persistante de la présente annexe ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 ;
- 3) le titulaire ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente concernant les obligations qui lui incombent en vertu de la présente annexe .

Le titulaire est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu de la présente annexe lorsque, après avoir informé le responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences juridiques applicables, le responsable du traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.

À la suite de la résiliation du contrat, le titulaire supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes. Le titulaire continue de veiller à la conformité à la présente annexe jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

## **ARTICLE 21 – RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE ET DIVERSITÉ**

---

Le cas échéant et conformément à loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire du marché s'engage, à assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il veille à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction et toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution des prestations objet du marché s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le cas échéant, le titulaire doit communiquer à l'Arcom le contrat de sous-traitance de toute personne qui participe à l'exécution des prestations objet du présent marché. Le contrat sera joint à la déclaration spéciale de sous-traitance (DC4).

Le titulaire est tenu de fournir, en cours d'exécution du marché et sur simple demande de

l'Arcom, dans un délai de huit jours à compter de la demande, tout justificatif permettant de démontrer le respect de ces obligations. A défaut, de réponse dans le délai prévu, le titulaire s'expose aux pénalités de retard selon les modalités prévues à l'article 6 du présent CCAP.

De même, chaque manquement aux obligations issues de la loi, qui sera constaté, donnera lieu à l'application de pénalités. Le titulaire est tenu de faire cesser le manquement constaté sans délai. Si le manquement persiste, le titulaire encourt une pénalité pour chaque relance. Le montant des pénalités encourues sont précisées à l'article 6 du présent CCAP.

L'Arcom se réserve en outre la possibilité de résilier le marché dans les conditions de l'article 14 du présent CCAP, en cas de non-respect des obligations issues de la loi susvisée.

Le titulaire du marché dans le cadre de son exécution s'engage également, autant que faire se peut, à promouvoir la diversité et la lutte contre les discriminations sous quelques formes que ce soit.

## ARTICLE 22 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre, et notamment dans le cadre de ses échanges dématérialisés avec l'Arcom, le titulaire s'engage à adopter une méthodologie de travail durable.

Ainsi, il s'engage à optimiser ses échanges électroniques avec l'Arcom en :

- Limitant les pièces jointes volumineuses et privilégiant le recours à des plateformes de partage (*comme WeTransfer, File vert ou tout équivalent*);
- Épurant les signatures des logos ou grosses images ;
- Limitant au strict nécessaire le nombre de destinataires à inclure en copie des envois.

Par ailleurs, le titulaire est encouragé à privilégier, pour d'éventuels déplacements dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, les moyens de transport peu émetteurs en CO2.

## ARTICLE 23 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé aux articles suivants du CCAG-PI :

Clauses du C.C.A.P	Articles du C.C.A.P. concernés	Articles du CCAG-PI concernés
Notification	2.3	4.2.1
Constatation de l'exécution des prestations	4.2	28.2
Conditions générales	5.1	13.1.2
Contenu des bons de commande	5.2	3.7.2

Pénalités	6	14
Cotraitance	11.2	12.1.2
Résiliation	15	40